

**Convention collective nationale**

**IDCC : 11. – PORTS AUTONOMES MARITIMES  
ET CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE CONCESSIONNAIRES  
DANS LES PORTS MARITIMES DE COMMERCE ET DE PÊCHE  
(17 juillet 1947)**

**AVENANT DU 21 JUILLET 2009  
PORTANT MODIFICATION DE L'ACCORD DE SUBSTITUTION  
RELATIF À LA FERMETURE DU RÉGIME DE RETRAITE**

NOR : *ASET0951024M*

IDCC : 11

Entre :

L'union des ports de France,

D'une part, et

La fédération nationale des ports et docks CGT ;

La fédération générale des transports et de l'équipement CFDT,

D'autre part,

Considérant l'accord de substitution relatif à la fermeture du régime de retraite actuellement géré par la CRPCCMPA et transformation de la CRPCCMPA en IGRS, conclu le 15 janvier 2009, notamment ses annexes III et IV ;

Considérant les modifications apportées aux annexes précitées à la demande de l'autorité de contrôle des assurances et des mutuelles, et le protocole d'accord conclu le 19 mai 2009, validant ces modifications ;

Considérant la nouvelle demande de modification de l'accord de substitution précité et de son annexe III, émanant de l'autorité de contrôle des assurances et des mutuelles, conformément à son courrier du 2 juillet 2009 au président de la CRPCCMPA,

il a été convenu ce qui suit.

## **Article 1<sup>er</sup>**

Le premier alinéa de l'article 11 de l'accord de substitution relatif à la fermeture du régime de retraite actuellement géré par la CRPCCMPA et transformation de la CRPCCMPA en IGRS est modifié comme suit :

« Une commission consultative de suivi des régimes de retraite supplémentaire mentionnés dans le présent accord et assurés auprès d'Arial Assurance est constituée et composée des membres des deux collèges suivants : ».

L'article 20 de ce même accord est modifié comme suit :

« A la suite d'un appel d'offres, l'offre d'Arial Assurance a été retenue.

C'est donc auprès d'Arial Assurance que seront :

- transférées les réserves et provisions de la CRPCCMPA ;
- et versées les dotations des employeurs nécessaires afin de combler la différence entre le montant des engagements viagers transférés à Arial Assurance et celui des provisions et réserves transférées par la CRPCCMPA.

Conformément à l'article L. 912-2 du code de la sécurité sociale, les parties signataires devront, dans un délai qui ne pourra excéder 5 ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord, réexaminer le choix de l'organisme assureur. A cet effet, elles se réuniront 6 mois avant l'échéance à l'initiative de la partie la plus diligente. Ces dispositions n'interdisent pas, avant cette date, la modification, la résiliation ou le non-renouvellement, d'un commun accord, du contrat de garanties collectives, suite à un avenant au présent accord. »

## **Article 2**

A la fin du 5<sup>e</sup> alinéa de l'article 10 de l'accord de substitution relatif à la fermeture du régime de retraite actuellement géré par la CRPCCMPA et transformation de la CRPCCMPA en IGRS, la date « 31 décembre 2009 » est remplacée par la date « 30 juin 2010 ».

L'article 18 de ce même accord est ainsi modifié :

- au début du 4<sup>e</sup> alinéa, la mention « au plus tard à la date du 31 décembre 2009 » est remplacée par la mention « au plus tard à la date du 30 juin 2010 » ;
- au début du 8<sup>e</sup> alinéa, la mention « Par la suite, et au plus tard le 31 décembre 2009 » est remplacée par la mention « Par la suite, et au plus tard le 30 juin 2010 » ;
- au la fin du 11<sup>e</sup> alinéa, la mention « le 31 décembre 2009 » est remplacée par la mention « le 30 juin 2010 ».

## **Article 3**

Le projet de contrat de retraite collective à prestations définies ci-joint en date du 9 juillet 2009 annule et remplace la version n° 8 de ce contrat datée du 30 avril 2009, formant annexe III à l'accord de substitution relatif à la fermeture du régime de retraite actuellement géré par la CRPCCMPA et transformation de la CRPCCMPA en IGRS.

Fait à Paris, le 21 juillet 2009.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE III

---

### **Contrat de retraite collective à prestations définies**

Le présent contrat est un contrat d'assurance de groupe conclu sous le numéro RK 151 099 034 entre :

- l'union des ports de France (UPF), dont le siège social est situé 8, place du Général-Catroux, 75017 Paris, représentée par M.... en sa qualité de président, dûment habilité aux fins des présentes ;
- la caisse de retraite des personnels des chambres de commerce maritimes et des ports autonomes (CRPCCMPA), dont le siège social est situé..., représentée par M.... en sa qualité de président, dûment habilité aux fins des présentes, agissant pour le compte des entreprises adhérentes qui seront précisées par avenant, ci-après dénommées conjointement « les contractantes » ;

et Arial Assurance, société anonyme, RCS Lille B 410 241 657, dont le siège social est situé 32, avenue Emile-Zola, 59370 Mons-en-Barœul, représentée par MM..., en leur qualité respective de membre du directoire et de directeur technique, dûment habilités aux fins des présentes, ci-après dénommée « l'assureur ».

Le présent contrat est régi par le code des assurances et le code de la sécurité sociale, branche d'activité 20, et comprend :

- les conditions générales, qui définissent la nature des garanties, le fonctionnement du contrat et les obligations réciproques des contractantes et de l'assureur ;
- les conditions particulières qui précisent les éléments spécifiques qui ont servi de base à l'établissement du contrat et qui prévalent, lorsqu'elles y dérogent, sur les conditions générales.

### CONDITIONS GÉNÉRALES

#### **Article 1<sup>er</sup>**

##### *Objet du contrat*

Dans le cadre de la transformation de l'institution de retraite supplémentaire (IRS) de la CRPCCMPA en IGRS, le présent contrat a pour objet la reprise des engagements de retraite supplémentaire du régime géré par la CRPCCMPA au profit des salariés remplissant les conditions prévues à l'accord de substitution relatif à la fermeture du régime. A cet égard, le présent contrat traite des dispositifs gérés par la CRPCCMPA et intitulés « supplément de retraite » et « régime obligatoire ». Il est précisé que l'accord de fermeture du régime, qui est conclu dans le respect des dispositions des décrets d'application de l'article 116 de la loi du 21 août 2003, est annexé au présent contrat.

Les entreprises adhérentes de la CRPCCMPA sont adhérentes au présent contrat, chacune pour ce qui concerne sa quote-part d'engagements de retraite des régimes gérés par la CRPCCMPA.

A cet effet, l'assureur :

- reçoit le transfert des provisions existantes ainsi que les dotations nettes des frais de gestion, versées par les contractantes, représentant les capitaux constitutifs des prestations dues aux bénéficiaires ;
- garantit le versement viager des retraites, qu'elles soient à effet immédiat ou différé.

## **Article 2**

*Date d'effet. – Durée. – Renouvellement*

Le présent contrat prend effet à la date indiquée aux conditions particulières, et pour une période se terminant au 31 décembre suivant.

Il est ensuite renouvelable par tacite reconduction le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, sauf dénonciation par l'une des parties par lettre recommandée au moins 3 mois avant la date prévue pour son renouvellement.

## **Article 3**

*Transfert des provisions existantes et dotations complémentaires*

La CRPCCMPA procédera, dès publication de l'agrément de l'ACAM sur sa transformation en IGRS, au transfert vers l'assureur de l'ensemble des provisions et réserves affectées au service des compléments de retraite, pour un montant global arrêté au 31 décembre 2008 de 242 896 049 €, montant qui sera ajusté des différents mouvements de valorisation à la date effective de transfert. Lors du transfert, est communiquée à l'assureur la répartition par entreprise adhérente de ces provisions et réserves en fonction des engagements de retraite de chacune.

Sur la base d'une expertise actuarielle réalisée par l'assureur au plus tard le 30 juin 2010, et en fonction des obligations résultant de l'accord de fermeture du régime, les provisions et réserves transférées plus haut sont le cas échéant ajustées à la hausse, notamment par des dotations complémentaires versées par chacune des entreprises adhérentes, ou à la baisse, notamment par des transferts vers les employeurs concernés par des excédents de provisions constituées pour couvrir les capitaux constitutifs des prestations dues aux bénéficiaires. Les dotations constituées en complément des provisions transférées depuis la CRPCCMPA seront diminuées des frais de gestion de l'assureur, indiqués aux conditions particulières.

Tous impôts, taxes ou cotisations légales, existants, modifiés ou établis postérieurement à la date d'effet du contrat, sont à la charge des contractantes.

## **Article 4**

*Taux de couverture  
des engagements de retraite des entreprises adhérentes*

Comme indiqué à l'article 6 ci-après, les engagements de retraite des entreprises adhérentes se décomposent en rentes viagères immédiates (RVI), payables aux bénéficiaires dès la date d'effet du présent contrat, et en rentes viagères différées (RVD) payables aux futurs bénéficiaires, encore actifs à la date d'effet du contrat.

Il est précisé que chaque entreprise adhérente au présent contrat fait son affaire du financement de ses propres engagements, au moyen de la quote-part du transfert des provisions et réserves de la CRPCCMPA relative à ceux-ci, et d'une éventuelle dotation complémentaire nette de frais de gestion, telle qu'appelée par l'assureur, à la suite de l'expertise actuarielle.

Dans l'hypothèse où les engagements de retraite d'une entreprise adhérente n'étaient pas intégralement financés au 30 juin 2010, l'assureur affecterait alors le financement de la manière suivante :

- si le financement est suffisant pour couvrir la valeur des engagements de RVI, ceux-ci sont réputés couverts en totalité, le solde étant alors affecté à la couverture des engagements de RVD, à due concurrence de la somme disponible, par abattement des rentes viagères différées ;
- si le financement est insuffisant pour couvrir la valeur des engagements de RVI, celui-ci est intégralement affecté à leur couverture, à due concurrence de la somme disponible, par abattement des rentes viagères immédiates. Les engagements de RVD sont alors réputés non couverts.

Le détail des provisions transférées, des dotations complémentaires et des engagements individuels correspondants feront l'objet d'un avenant de reprise qui sera émis par l'assureur et signé par les parties au présent contrat, le 30 juin 2010 au plus tard.

## **Article 5**

### *Valorisation du fonds collectif*

Le montant du fonds collectif, arrêté au 31 décembre de l'exercice, est égal au solde des éléments suivants :

Au crédit :

- le montant du fonds collectif au 31 décembre de l'exercice précédent ;
- les dotations nettes de frais de gestion, encaissées dans l'exercice ;
- la participation bénéficiaire calculée en fonction des dates de valeur de chaque opération, sur la base de 100 % du taux de rendement de l'actif en euros de l'assureur, dans le respect de l'article L. 331-3 du code des assurances.

Au débit :

- les capitaux constitutifs des rentes liquidées en cours d'exercice ;
- les frais mensuels de gestion sur encours visés au point 2 de l'article 2 des conditions particulières ;
- le transfert de l'éventuel solde positif vers le fonds de revalorisation et de régulation, au cours de l'exercice.

Les frais mensuels de gestion sur encours, mentionnés aux conditions particulières, sont prélevés sur le montant du fonds collectif atteint à chaque fin de mois.

Il est précisé qu'à la fin de l'exercice au cours duquel la totalité des capitaux constitutifs de rentes indiquées dans l'avenant de reprise aura été prélevée, le solde créditeur du fonds collectif sera transféré vers le fonds de revalorisation et de régulation.

## Article 6

### *Prestations*

#### 1. Conditions d'attribution

Le bénéfice des prestations est réservé aux seuls salariés, anciens salariés ou ayants droit, remplissant les conditions prévues à l'accord de fermeture du régime géré par la CRPCCMPA.

#### 2. Liquidation de la rente

L'assureur crée un fonds des rentes et un fonds de revalorisation et de régulation propres au présent contrat.

L'assureur garantit aux bénéficiaires le versement de rentes viagères immédiates ou différées communiquées par les contractantes et faisant l'objet de l'avenant de reprise mentionné à l'article 4.

##### *a) Les rentes viagères immédiates (RVI)*

Les rentes en cours de service à la date d'effet du contrat sont reprises par l'assureur au 1<sup>er</sup> juillet 2009, moyennant le transfert des provisions mathématiques constituées et le versement des dotations complémentaires, le cas échéant. Pour chacune des entreprises adhérentes au présent contrat, il est déterminé un taux de couverture des engagements relatifs aux RVI, conformément aux dispositions de l'article 4.

La liste de ces rentes ainsi que leurs caractéristiques en termes de durée, d'âge, de sexe, de montant et de réversion, fera l'objet de l'avenant de reprise cité ci-dessus.

Lors de la reprise des engagements, comme après chaque revalorisation annuelle de la rente, l'assureur s'engage à adresser à chacun des bénéficiaires, un titre de rente qui précisera ses droits.

##### *b) Les rentes viagères différées (RVD)*

De la même manière, il est déterminé pour chacune des entreprises adhérentes au présent contrat un taux de couverture des engagements relatifs aux RVD, conformément aux dispositions de l'article 4. La liste de ces rentes ainsi que leurs caractéristiques en termes de date de début de paiement, d'âge, de sexe, de montant et de réversion, fera l'objet de l'avenant de reprise cité ci-dessus.

Lors de la reprise des engagements, comme après chaque revalorisation annuelle des droits futurs, l'assureur s'engage à adresser à chacun de ces bénéficiaires un titre de rente qui précisera les droits du futur bénéficiaire.

En outre, en cas de décès du bénéficiaire non allocataire d'une rente viagère différée, celle-ci est reportée au taux indiqué dans l'accord de fermeture du régime, et conformément aux dispositions qui y sont prévues, sur la tête du conjoint survivant.

Enfin, en cas de décès du bénéficiaire d'une rente en cours de service, chaque orphelin de moins de 21 ans se voit attribuer une rente, conformément aux dispositions prévues à l'accord de fermeture du régime.

Le capital constitutif des rentes est déterminé en fonction du tarif en vigueur à la date de souscription du présent contrat. Ce tarif est déterminé sur la base de la table de mortalité fixée à l'article A. 335-1 du code des

assurances, ainsi que d'un taux technique de 2,25 % dans le respect de l'article A. 132-1 du code des assurances, de l'âge atteint par l'assuré à cette date et, s'il y a lieu, de l'âge du conjoint et le cas échéant des ex-conjoints éventuels, séparés de corps ou divorcés non remariés.

Conformément aux dispositions de l'article L. 912-4 du code de la sécurité sociale, la rente est réversible au taux indiqué dans l'accord de fermeture du régime sur la tête du conjoint survivant et, le cas échéant, au profit des ex-conjoints éventuels séparés de corps ou divorcés non remariés. Les bénéficiaires éventuels de la réversion devront être déclarés par l'assuré à l'assureur. La part de la rente de réversion revenant à chaque bénéficiaire est calculée au prorata de la durée respective de chaque mariage.

Les capitaux constitutifs des rentes sont affectés au fonds des rentes dès la date de reprise des engagements.

Dans tous les cas, l'engagement de l'assureur est limité au montant total des dotations, tel qu'il résulte de l'expertise actuarielle mentionnée à l'article 3. Au cas où les données communiquées par les contractantes, et sur lesquelles se base l'expertise actuarielle, se révéleraient inexactes, l'assureur appellerait auprès des contractantes une dotation complémentaire en vue de pouvoir reprendre les engagements constitués par ces rentes.

### 3. Compte de résultats du fonds des rentes

A la fin de chaque exercice, l'assureur établit le compte de résultats du fonds des rentes selon le modèle suivant :

Compte de résultats techniques :

Au crédit :

- les provisions mathématiques des rentes différées ou en cours de service au 31 décembre de l'exercice précédent ;
- le montant des capitaux constitutifs des rentes liquidées en cours d'exercice ;
- le montant des capitaux constitutifs de revalorisation des rentes prélevés sur le fonds de revalorisation et de régulation, en cours d'exercice ;
- les intérêts calculés au taux technique précisé ci-dessus.

Au débit :

- les arrérages de rentes servis au cours de l'exercice ;
- les provisions mathématiques des rentes différées ou en cours de service au 31 décembre de l'exercice avant revalorisation éventuelle au titre de l'exercice suivant.

Compte de résultats financiers :

Au crédit :

- les produits financiers attribués, compte tenu des dates de valeur de chaque opération énoncée ci-dessus, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 5.

Au débit :

- les frais mensuels de gestion sur encours visés au point 2 de l'article 2 des conditions particulières ;

- les frais de gestion administrative visés au point 3 de l'article 2 des conditions particulières, calculés sur la base du montant des provisions mathématiques de rentes différées ou en cours de service au 31 décembre de l'exercice, avant revalorisation éventuelle au titre de l'exercice suivant ;
- les intérêts calculés au taux technique.

Il est précisé que les produits financiers de ce compte de résultats ne pourront être inférieurs à ceux calculés au taux d'intérêt technique utilisé lors de la liquidation des rentes.

Le solde cumulé des comptes de résultats techniques et financiers est intégralement affecté au fonds de revalorisation et de régulation au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice suivant.

Si le solde est débiteur et que le fonds de revalorisation et de régulation ne permet pas d'absorber ce déficit, l'assureur se réserve le droit de procéder au transfert du fonds des rentes spécifique au présent contrat sur son fonds général des rentiers. Dans ce nouveau cadre, les revalorisations futures des retraites seront alors déterminées après amortissement de la perte financière non compensée.

Chaque année, l'assureur communiquera aux contractantes un état des rentes en cours de service précisant par individu le détail de la retraite et de son provisionnement.

## 5. Service des rentes

Les rentes en cours de service sont versées sur un mode trimestriel à échoir, jusqu'au jour du décès de l'assuré puis, en cas de réversion, jusqu'au décès du ou des bénéficiaires pour la part qui lui ou leur revient. Le versement relatif au trimestre au cours duquel survient le décès est dû. L'assureur se réserve le droit de demander, à tout moment, tout document permettant de justifier de la situation de l'assuré, notamment le non-décès, et de subordonner le cas échéant le service de la rente à la production de ce document.

Dans le but de conserver une meilleure qualité de service, l'assuré doit également aviser l'assureur de toute modification d'adresse, de domiciliation de son compte bancaire ou de situation familiale. A défaut, les correspondances seront adressées à la dernière adresse connue.

## 6. Revalorisation des rentes

Les capitaux constitutifs de revalorisation des rentes différées ou en cours de service sont prélevés sur le fonds de revalorisation et de régulation. Ils sont déterminés en fonction des tables de mortalité et du taux d'intérêt technique en vigueur à la date de souscription du présent contrat, c'est-à-dire sur la base de la table de mortalité fixée à l'article A. 335-1 du code des assurances, ainsi que d'un taux technique de 2,25 % dans le respect de l'article A. 132-1 du code des assurances, de l'âge atteint par l'assuré à cette date et, s'il y a lieu, de l'âge du conjoint et, le cas échéant, des ex-conjoints éventuels, séparés de corps ou divorcés non remariés.

Les rentes sont revalorisables au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année, pour la première fois à compter de l'exercice 2010, sur la base du taux décidé par les partenaires sociaux en commission paritaire, dans la limite du solde créditeur du fonds de revalorisation et de régulation au 31 décembre de l'exercice pré-



cédent. A cet effet, l'assureur communique au préalable à la commission consultative de suivi le taux maximum de revalorisation possible, celle-ci lui indiquant le taux de revalorisation finalement retenu par la commission paritaire.

Dans tous les cas, l'engagement de l'assureur est limité au montant disponible dans le fonds de revalorisation et de régulation, lors de chaque revalorisation.

A la fin de chaque exercice, l'assureur établit le compte de résultat du fonds de revalorisation et de régulation selon le modèle suivant :

Au crédit :

- le solde du fonds de revalorisation et de régulation au 31 décembre de l'exercice précédent ;
- le solde créditeur du compte de résultats techniques et financiers du fonds des rentes de l'exercice précédent ;
- les produits financiers attribués, compte tenu des dates de valeur de chaque opération, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 5.

Au débit :

- les capitaux constitutifs de revalorisation de l'exercice ;
- les frais mensuels de gestion sur encours visés au point 2 de l'article 2 des conditions particulières ;
- le solde débiteur du compte de résultats techniques et financiers du fonds des rentes de l'exercice précédent ;

En cas de résiliation du contrat, les rentes différées ou en cours de service continuent à être versées et revalorisées dans les mêmes conditions, et dans la limite des provisions mathématiques constituées à la date de la résiliation.

## **Article 7**

### *Commission consultative de suivi*

Une commission consultative de suivi est créée conformément à l'accord de fermeture du régime.

Les contractantes ainsi que les membres de la commission consultative de suivi reçoivent de l'assureur avant le 30 avril un rapport de gestion administrative, technique et financière précisant notamment :

- les informations statistiques relatives à la population assurée (actifs et retraités) ;
- les informations techniques et comptables relatives à la phase de constitution et à la phase de service des rentes ;
- le compte de résultats du contrat.

L'assureur s'engage à fournir toutes les informations utiles à la commission pour lui permettre d'assurer ses fonctions de suivi et de contrôle.

## **Article 8**

### *Informatique et libertés*

Les informations recueillies à l'occasion de l'adhésion au contrat ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion interne ou pour satis-

faire aux obligations légales ou réglementaires. L'assuré peut demander communication et rectification de toute information le concernant qui figure-rait sur tout fichier à l'usage de l'assureur, des contractantes, de leurs mandataires, des réassureurs ou des organismes professionnels concernés. Ce droit peut être exercé au siège social de l'assureur (loi n° 78-17 du 6 janvier 1978).

## **Article 9**

### *Prescription*

Toute action se rapportant à l'exécution du présent contrat se prescrit conformément aux dispositions de l'article L. 114-1 du code des assurances.

Cette prescription est interrompue dans les conditions prévues à l'article L. 114-2 du code des assurances, notamment par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception adressée par l'assuré ou ses ayants droit à l'assureur en ce qui concerne le versement des rentes.

## **Article 10**

### *Examen des litiges*

Les éventuels litiges issus de l'application du présent contrat seront portés devant la juridiction compétente.

## **Article 11**

### *Autorité chargée du contrôle*

L'autorité chargée du contrôle de l'assureur est l'autorité de contrôle des assurances et des mutuelles (ACAM), 61, rue Taitbout, 75009 Paris.

## **CONDITIONS PARTICULIÈRES**

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Date d'effet*

Le présent contrat prend effet le 1<sup>er</sup> juillet 2009.

## **Article 2**

### *Frais*

1. Les frais de gestion sur les dotations constituées en complément des provisions transférées depuis la CRPCCMPA sont fixés à 0,15 %.
2. Les frais de gestion sur encours du fonds collectif, du compte de résultats financiers, du fonds de revalorisation et de régulation sont fixés à 0,23 % par an (soit 0,0192 % en base mensuelle).
3. Les frais de gestion administrative de l'assureur sur encours prélevés dans le compte financier du fonds de rentes sont fixés à 0,15 % par an.

### Article 3

#### *Disposition particulière en cas de dénonciation du contrat*

En cas de résiliation du contrat, les contractantes peuvent demander le transfert de l'intégralité des rentes en cours de service ou différées auprès d'un nouvel assureur.

Sous réserve que ce transfert soit approuvé par accord collectif opposable aux assurés de rentes en cours de service ou différées, l'assureur actuel sera déchargé de plein droit de leur dette à l'égard des bénéficiaires.

Le transfert portera sur la somme des provisions mathématiques de rentes en cours de service ou différées constituées au 31 décembre de la même année.

La date d'effet du transfert sera le 1<sup>er</sup> janvier suivant la date de résiliation.

Cependant, au cas où à la date d'effet du transfert l'actif de l'assureur serait globalement en moins-values latentes, la date d'effet du transfert pourrait être reportée de 1 trimestre renouvelable sans que le total des trimestres reportés puisse excéder 4 trimestres.

Le transfert sera alors réalisé dans les conditions suivantes :

- 2/3 du montant estimé de la somme à transférer sont versés au nouvel assureur avant la fin du mois de la date d'effet ;
- le solde est versé au plus tard avant la fin du 3<sup>e</sup> mois suivant le mois de la date d'effet ; il est accompagné d'intérêts calculés, au titre de l'exercice du transfert effectif, sur la base du taux technique des rentes transférées.

Le transfert effectif met fin à tous les engagements de l'assureur au titre du présent contrat pour toute nouvelle demande de liquidation et pour toutes les rentes en cours de service ou différées.

Fait à Paris, le 9 juillet 2009.

(Suivent les signatures.)